

**HISTOIRE BL
(épreuve n° 279)
ANNÉE 2018
Épreuve conçue par ESCP Europe
Voie littéraire**

Une tendance déjà présente depuis quelques années s'est confirmée dans les résultats. Si la moyenne générale des notes se maintient un peu en dessous de 10, c'est grâce à la qualité remarquable d'un petit nombre de candidats dont les notes élevées ont en fait été favorisées par la médiocrité des résultats d'un nombre trop élevé de copies. Le niveau des résultats aussi bien dans la forme que dans le fond est sensiblement meilleur dans la section BEL sur un sujet dont la difficulté était au moins aussi grande que celui des BL.

Plusieurs problèmes se posent. Le plus important est incontestablement, chez un nombre important de candidats, l'absence de réflexion sérieuse sur le sujet lui-même. Il est décisif que les candidats consacrent un temps suffisamment long à comprendre le sens du sujet et ce qu'on attend d'eux avant de se précipiter sur la rédaction elle-même. Le nombre important de mauvaises notes est surtout lié à des hors sujet qui se sont aggravés au fil de la copie dans la mesure où on a le sentiment que plus le candidat était loin de son introduction plus il s'accordait la liberté de s'aventurer sur un terrain où le jury ne l'attendait pas. Nous le rappelons chaque année il est essentiel que le candidat arrivé au bas de chaque page rédigée se pose la question : suis-je en train de traiter le sujet ?

Dans l'épreuve de 2018, on demandait au candidat de s'interroger sur un phénomène politique fondamental pour le destin de l'Europe de l'entre-deux-guerres : pourquoi alors que des pays basculent dans des régimes totalitaires, la France, elle, au contraire, connaît en 1936 l'expérience du Front populaire ? Le sujet portait sur la France dont il fallait analyser les caractéristiques particulières qui ont fait échouer les tentatives dans la voie du fascisme. Question simple et claire. Un nombre trop important de candidats est parti sans réfléchir plus avant dans des dissertations sans rapport avec le sujet : trois parties, l'Allemagne et le nazisme, l'Italie et le fascisme, la France des années 1930, ou encore des dissertations inconsistantes et vagues sur l'Europe dans l'entre-deux-guerres. Certains se sont crus obligés de faire une bonne partie du sujet sur l'histoire du Front populaire et son issue ce qui n'était pas le sujet non plus. Il fallait bien sûr évoquer l'Allemagne et l'Italie (voire la Hongrie) mais en négatif du sujet sur la France sans traiter leur histoire à l'écart de la question posée.

Un tropisme irrésistible a porté un grand nombre de candidats à faire des développements sur l'Allemagne nazie (peut-être est-ce un effet de la surcharge historiographique sur la question dans les librairies) mais en revanche les connaissances sur la France des années 1920-1930 se sont révélées très souvent bien minces, en particulier sur les conditions de la formation du Front populaire et sur le rôle des formations politiques, mais aussi des courants culturels pendant la période. On ne saurait trop conseiller aux candidats de revenir à une étude plus modeste des manuels classiques et à ne pas se contenter d'expliquer une question au prisme de quelques références à quelques grandes figures de l'historiographie (citations dont le but est de faire « chic » avec Hanna Arendt, Zeev Sternhell, Eric Hobsbawm ou l'utilisation du concept, jamais expliqué dans le contexte du sujet, de la « brutalisation » de l'Europe, alors qu'on ne maîtrise pas la chronologie de la formation du Front populaire).

Pour répondre à la question, on pouvait très simplement analyser quelques grandes questions qui ont été largement abordées par les historiens français depuis une trentaine d'années et qui distinguent la voie française de celle de l'Allemagne et de l'Italie.

D'abord les retombées de la guerre. D'un côté, l'Allemagne, un pays vaincu qui n'accepte pas une défaite qui touche au cœur son orgueil national et l'Italie, du côté des vainqueurs, mais à une place si modeste qu'elle n'obtient pas satisfaction pour ses buts de guerre. Ces frustrations n'existent pas en France. La France elle, le vainqueur, dont l'idée de nation se colore à droite avec le Bloc national, est confrontée à une victoire dont le coût a été tel qu'il répand rapidement dans l'opinion un pacifisme qui rompt avec le nationalisme agressif de ses voisins.

Un autre facteur, économique celui-là, la crise des années 1930, beaucoup moins brutale en France qu'en Allemagne, ce qui impliquait d'explorer rapidement les structures économiques de la France (le poids des petites entreprises aux circuits bancaires très courts) le poids encore limité des liens entre la France et les grands marchés. La pression du chômage (en France surtout du chômage partiel) n'atteint pas les dimensions catastrophiques qu'il prend à l'étranger en bouleversant la société.

Il fallait, question classique, étudier attentivement les faiblesses de l'extrême droite française dans ses velléités d'accéder au pouvoir. Il existe des similitudes en France avec le fascisme qui constitue un exemple et séduit une partie limitée des classes moyennes dont le statut a été remis en cause par l'inflation des années 1920, mais le poids des ouvriers y est très faible. L'extrême droite développe bien une critique de la république parlementaire, on trouve encore dans les ligues un culte du chef, un appel à la rue, une liturgie et des rituels qui se rapprochent du fascisme. Mais la majorité des historiens conteste que la France ait été alors confrontée à une vraie menace fasciste. L'imprégnation conservatrice et traditionaliste domine, une hésitation à l'égard des bouleversements de société, un respect des élites sociales, militaires et religieuses aux antipodes de la volonté des fascismes de créer de nouvelles élites. Les grands mouvements qui pourraient canaliser la tentation fasciste, comme le montre les événements de février 34, se réclament d'un nationalisme traditionnel (Jeunesses patriotes, Croix de Feu) alors que ceux qui, comme le Franquisme ou Solidarité française, se revendiquent du fascisme ont eu une audience très limitée.

Cela devait amener les candidats à examiner, chez les classes moyennes, le poids de la culture républicaine, d'une tradition politique forgée par le débat démocratique, le suffrage universel précoce, autant d'éléments qui n'existaient pas en Allemagne comme en Italie.

Il était enfin nécessaire d'analyser comment, face à ces menaces, s'organisait une forte résistance de la gauche et des syndicats qui débouche sur le Front populaire. Les événements de février 1934 ont certes un impact, mais le tournant décisif est lié au changement de cap du PCF qui en juin 1934 abandonne la politique « classe contre classe » sur l'intervention de l'Internationale pour s'orienter vers un large front antifasciste. La grande nouveauté n'était pas alors de reconstituer (comme l'ont cru beaucoup de candidats) l'union rompue en 1920 entre SFIC et SFIO, mais d'attirer à gauche le parti radical, parti des classes moyennes, ce qui fit que le programme gagnant du Front populaire ne s'est fixé, ni sur celui du PCF (abandonné) ni sur celui de la SFIO, mais sur celui du parti radical plus petit dénominateur commun.